

PHOTOGRAPHIE BERLIN  
LONDRES  
ADRESSE PARIS (21) : 142, Rue Montmartre  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS  
TÉLÉPHONE : GUTENBERG 1-07-57  
PUBLI-ANNONCES  
142, Rue Montmartre, 142

# L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURES

ABONNEMENTS  
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste  
Paris 18 fr. 6 mois 45 fr. 1 an 80 fr.  
Départements 21 fr. 6 mois 52 fr. 1 an 95 fr.  
Étranger 31 fr. 6 mois 75 fr. 1 an 130 fr.

## CE QU'ILS OUBLIENT

Les Débats, dans un article sur « la mobilisation italienne », signalaient avant-hier et avec beaucoup de force tous les maux, tous les désordres qui ont été pour l'Italie la suite de l'expédition en Tripolitaine. Le mirage de gloire et de fortune s'est dissipé, et il ne reste plus qu'un désert arrosé de sang et où l'or trop rare du peuple italien s'est enseveli dans le sable. Le budget est vide, les impôts sont lourds, les dépenses publiques sont arrêtées, les dépenses militaires sont énormes, les industries appuyées sur de faibles réserves et privées du crédit qui les alimentait fléchissent. Le chômage, la misère, le ressentiment de la stérile guerre d'hier, l'appéhension de conflits nouveaux fomentés par un triste orgueil, agitent les esprits. Les fermentations de révolte se développent. Hier, c'était le redoutable soulèvement républicain des Romains, qui sonne à la monarchie de Savoie un lugubre avertissement. Demain peut-être ce sera la grève des chemins de fer. Les désertions se multiplient, non pas les désertions de la peur ou de l'antipatriotisme, mais les désertions de la colère et du dégoût. Et les carabiniers gardent les frontières, non pas contre ceux qui veulent entrer, mais contre ceux qui veulent sortir, non pas contre l'invasion, mais contre l'évasion.

Les Débats s'écrient qu'ils avaient bien prévu ces tristes suites de la guerre d'Afrique et qu'ils en avaient averti l'Italie. Nous sera-t-il permis de dire que quel qu'un, qui y avait plus de mérite, averti aussi le peuple italien dès la première heure ? C'est le Parti socialiste italien qui avait vu la vérité et la dire, malgré les illusions dont la masse était léurrée, malgré les haines, malgré les menaces. N'est-ce pas le destin du socialisme à l'avant-garde de la civilisation ?

Mais surtout, le le demande aux Débats, que sont les conséquences qu'on en a pour l'Italie la guerre de Tripolitaine auprès des effets qu'aurait pour l'Europe une grande guerre continentale ? Qu'on se représente l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Russie, l'Italie, l'Autriche-Hongrie aux prises, des millions et des millions d'hommes se menaçant, se détruisant ; les ressources financières et vitales des nations dévorées jour à jour par le service de la mort ; la vie économique suspendue, le crédit effondré, le chômage aggravé, les armées vides, les camps de réfugiés, la misère dévorant les peuples, ravagés comme des armées. Que de douleurs, que de barbarie, que de fermentations de révolte ! Quelle prodigieuse tension des nerfs aux nouvelles contradictoires, aux vicissitudes de victoire et de désastre, où seule la mort sera assurée d'un triomphe continu et monotone sur les vaincus et sur les vainqueurs !

Franchement, si la mesquine guerre de Tripoli a suffi à créer en Italie cet état quasi-révolutionnaire, décrit par les Débats, quel sera l'état de l'Europe ? Quelle sera, dans cette crise horrible, la pensée, l'action du prolétariat ? Il sera attentif à la fois dans sa chair et dans sa conscience et plus meurtri qu'aucune autre portion de l'humanité, puisqu'il sera matériellement criblé par la ruine du foyer, et moralement intolérable par la rupture de ces liens de solidarité ouvrière qui déjà font du prolétariat européen une famille. Des explosions révolutionnaires se produiront inévitablement, sans qu'on puisse déterminer d'avance en quel point, en quel moment, sous quelle forme, les démons du drame sont dans le mystère de l'avenir. Ils sont, si l'on veut reprendre le mot biblique, dans le secret de la tempête, *inaccessibile tempestatis*. Mais il est certain que le drame défilera.

Et alors le socialisme international ne remplira-t-il pas le plus haut devoir, ne fera-t-il pas acte de prévoyance patriotique et d'humanité, lorsqu'il essaiera d'organiser contre la guerre, avant la guerre, la protestation concertée des forces ouvrières qui plus tard, trop tard, se déchaineront nécessairement en une révolte chaotique et exaspérée ? Ne répond-il pas à l'appel de sa vraie mission historique lorsqu'il se prépare à imposer aux gouvernements, par tous les moyens, dont il dispose, propagande, éducation, action parlementaire, grève générale préventive et simultanée, le plein recours à ces procédures arbitraires qui sont si timide et ébauchées ?

Où vous tous qui n'avez d'autre réponse à nous opposer que l'anathème, l'outrage ou la raillerie, qui prétendez vous faire ? Quel moyen proposez-vous ? Quel effort tentez-vous pour conjurer le désastre ? C'est vous qui êtes pour la politique des bras croisés.

Il y a à Paris, M. Lloyd George, parlant au banquet du lord-maire, appelé sur les nations le bienfait de la paix. Il disait :

Depuis un demi-siècle, l'Angleterre a fait l'exercice de ses caprices, une œuvre insupportable. Elle a prêté un milliard au monde pour le tuer, pour le mettre en valeur et le jour approche où elle sera payée de cet effort par les bombes et le bon marché relatif des matières premières et des produits qui lui viendront de toute la terre. Mais le monde vient de dépeiser, dans ces quatre dernières années, pour les œuvres stériles de la guerre, un milliard de plus, et un demi-siècle pour les œuvres de civilisation.

Et il ajoutait ces paroles profondes et qui ne sont pas pour vous éblouir : Cet état de choses ne cessera que quand les financiers le voudront.

pourquoi donc les financiers n'entendent-ils pas l'appel de M. Lloyd George ? Pourquoi ne savent-ils pas s'entendre et obliger les gouvernements à s'entendre pour inaugurer dans le monde un ordre un peu moins barbare et un peu moins épuisant ? Peut-être comprendront-ils, peut-être entendront-ils, quand le prolétariat européen élèvera sa forte voix, quand il proclamera sa volonté de paix, quand il criera par des millions de poitrines son horreur de la guerre, quand son immense protestation, se produisant avant l'heure sinistre et contre la menace du conflit, avertira les plus sots, les plus stupides de l'effroyable commotion sociale qui suivrait enfin l'épreuve de la guerre.

M. Clemenceau nous a épargné les basses injures et les infamantes insinuations que d'autres se sont permises envers nous. Sa pire injure est de m'appeler professeur et, s'il entend par là que je veux substituer à la réalité des choses une sorte de scénario abstrait et un cadre scénaristique, je lui dirai qu'il se trompe à fond. Car c'est la leçon même des faits que je recueille. C'est lui qui oublie ce qui s'est passé en Italie, en Russie, en Espagne, dans les guerres récentes. C'est lui qui oublie tout ce qui s'est mêlé d'agitations politiques et sociales au drame même de 1870, du 4 septembre au 31 octobre et du 31 octobre au 18 mars. C'est lui qui méconnaît ce qu'aurait de formidable et de sauvage, dans les temps nouveaux, la combinaison des fureurs nationales et des fureurs sociales surexcitées par une crise sans précédent dans une société où l'antagonisme du travail et du capital a accumulé les forces explosives. Et il n'essaye même pas de comprendre notre pensée et notre effort. Il ne voit pas que nous ne voulons pas attendre la minute où se déchâmera la guerre pour opposer aux fauteurs de conflit la force organisée du prolétariat européen.

Il dit que nous ne pourrions susciter et combiner cette action de la classe ouvrière sans des pouvoirs magiques. Mais qu'on ! Est-ce que l'Internationale ouvrière groupant à cette heure plus de dix millions de travailleurs européens n'est pas déjà une grande force ? Est-ce qu'elle n'est pas appelée à grandir ? Et ne sera-t-elle pas aidée dans sa croissance par la haute mer même de la masse sociale qui aura été séduite et éblouie par la lumière de la révolution ?

Le vieux Metternich aussi aurait haussé les épaules, quoiqu'il ait dû faire l'apprentissage des révolutions, et il aurait parlé de magie si on lui avait dit qu'au début du siècle suivant l'Internationale socialiste, représentant les prolétaires organisés du monde entier, se réunirait dans son Autriche. Magie de l'histoire ! Magie des forces populaires qu'une grande idée évoque et ordonne.

JEAN JAURES

## NOTES

### Hansi font... font... font...

Sympathiques et bouillants, les directeurs de l'Autorité envoient des témoins à des tas de gens qui semblent, à la vérité, bien innocents de ce qu'ils leur reprochent, et, dans l'un des procès-verbaux publiés à cette occasion, il est une phrase qui laisse rêveur. C'est la phrase du début, dans laquelle il est expliqué que réputation par les armes a été par eux demandée à tel journaliste étranger, « comme représailles au traitement infligé à M. Hansi ».

On se demande, en effet : « Pourquoi MM. de Cassagnac ? et pourquoi pas M. Hansi lui-même ? Car enfin Hansi n'est ni manchot, ni podagre, ni octogénaire — ni en prison... — et, si une offense lui a été faite qui exige d'être lavée dans le sang, comment se fait-il qu'il accepte une substitution dont l'effet premier paraît être de le déclasser quelque peu ? »

Que M. Hansi ne soit pas demeuré en Allemagne, pour y tirer un an de cellule, c'est ce à quoi nul ne trouvera à reprendre. Car chacun d'eux doit être maître de sa peau, et si, lorsque jadis un condamné Hervé pour des articles guère plus méchants que ceux d'Hansi, Hervé s'est allé délibérément en prison, c'est que telle était sa manière de voir les choses. Évidemment, cette « manière » avait plus d'allure et de cranerie que celle de M. Hansi ; elle était, dirais-je, « plus française ». Mais, encore une fois, chacun est maître d'accueillir ses actes aux contingences.

Toutefois, ces actes restent ce qu'ils sont. Paurage, qui « ne craignait rien, sauf le danger », et qui travaillait, ne prétendait pas avoir l'âme d'un lion, et nul ne le prétendait pour lui. Ce qui ne l'empêchait point d'être un gentil compagnon.

Ainsi, semble-t-il, de M. Hansi, qui, plutôt que de souffrir un martyre, va sans doute écrire des livres et dessiner des albums qu'il vendra le mieux du monde. C'est son droit ; mais il y aurait quelque excès à voir MM. de Cassagnac tout quelqu'un ou se faire tuer pour le lui assurer — puisque aussi bien personne ne le lui conteste.

« On n'est pas des héros », disait justement l'autre. Cependant il ne demandait à personne de l'être à sa place. — Victor Sazdovitch.

## Prix de Rome Socialiste

Un membre du Parti vient d'obtenir le prix de Rome de la gravure. — Une œuvre socialiste. Etudiant le matin, ouvrier le soir.

Notre camarade André Lavrillier, membre de la 5<sup>e</sup> section du Parti, vient d'obtenir le Grand Prix de Rome pour la gravure en médailles. Le jury lui a décerné à l'unanimité. Cette unanimité est chose rare, car les jurys sont toujours divisés. Mais l'œuvre de notre ami s'est imposée avec tant de force, elle porte de façon si éclatante, la griffe, la « patte » du Maître, qu'elle a réuni d'enthousiasme toutes les voix. Le sujet donné par l'Académie des Beaux-Arts était : *Un soldat grec mourant sur l'autel de la Patrie*.

Comment un socialiste traite un sujet belliqueux.

Les camarades de Lavrillier lui disaient gaiement : — Comment traiteras-tu ce sujet belliqueux, toi, socialiste et pacifiste convaincu ?

Et notre ami, qui n'a jamais caché ses opinions, de répondre : — Je m'efforcerais de le traiter en socialiste.

La composition est un chef-d'œuvre de force et de grâce mélancolique. Un adolescent aux lignes harmonieusement modelées, tombe, la flèche d'un barbare au flanc, devant la pierre à peine drapée de l'autel. La douleur ne parvient pas à bouleverser son front, à le rendre hagard ; on devine à son front, à la crispation de sa bouche la force de volonté qui le soutient, mais en mourant il dépose sur l'autel qu'il a défendu, le rameau d'olivier, le symbole de la Paix. Cet homme meurt pour sa cité, pour son pays porteur de flambeaux, pour la civilisation grecque qu'il a protégée de la fureur barbare, il a fait l'inevitable guerre, mais il en comprend l'horreur, il en souhaite la disparition et, de ses dernières forces, il appelle la Paix féconde, la Paix humaine, indispensable condition du Progrès.

Fils d'ouvrier et ouvrier lui-même.

André Lavrillier n'est pas venu au socialisme comme beaucoup d'artistes épris d'idéalisme et dégoûtés des « Philistins », jouisseurs et grossiers. Il est né, si l'on peut dire, dans le socialisme et la classe ouvrière. C'est un bon ouvrier parisien fier de ses origines. Et son histoire mérite d'être contée, car elle offre un bon exemple de ténacité et de courage, car elle est encourageante pour tous ceux qui travaillent à leur œuvre.

André Lavrillier a vingt-neuf ans. Son père était un graveur en médailles sur acier, un bon artisan que ses confrères tenaient pour un des meilleurs graveurs qu'on eût connus à Paris.

Si notre père avait eu le temps d'étudier, dit le prix de Rome d'aujourd'hui, il nous aurait tous dépassés, semés comme de petits enfants.

Tout naturellement, il enseigna son métier à ses deux fils. A treize ans, André et



Photo Martin et Donaldou.

M. LAVRILLIER

son frère Gaston — de cinq années plus jeune et qui fera parler de lui à son tour — gagnaient leur vie dans le petit atelier paternel. À quinze ans, André, son apprentissage terminé, entra comme ouvrier chez les graveurs du Marais. Il y gagna de modestes journées, si modestes qu'à dix-neuf ans il se proposait d'entrer dans l'industrie de l'automobile qui lui semblait offrir un champ d'activité plus vaste au bon mécanicien qu'il était aussi. La rencontre d'un ami décida de sa carrière.

« Viens donc avec nous à l'école des Beaux-Arts ! Tu y feras de la gravure avec Chaplain, qui est un fameux bonhomme ! Et tu marcheras vite. »

« Y pense-tu, mon vieux ? Et qui paiera mon terme ? Il me faut gagner ma vie. Le père, familier, intervint : — Va à l'école le matin. Et viens travailler à l'atelier de midi jusqu'au soir. Je te paierai cent sous par jour. »

Et voilà qui fut fait. Chez son père, d'abord, chez différents patrons ensuite, qui ne rétribuèrent que les heures passées chez eux, avaient tout intérêt à laisser leur ouvrier recevoir un enseignement dont sa production tirait parti. Le jeune homme put gagner sa vie après les heures d'études. Ce furent de belles années de labeur, une vie double, triple même : étudiant le matin à l'École des Beaux-Arts sous la direction des maîtres médailles Chaplain, puis Vernot, puis Patte ; ouvrier l'après-midi, en cote ou en blouse, et le soir nouveau labeur pour compléter l'indispensable bagage de connaissances générales.

Les succès devaient venir, éclatant, incontesté : premier second grand-prix en 1911, grand-prix cette année.

Tout le monde à l'école, parmi les concurrents, avait des connaissances de cet art délicat et charmant de la médaille, a dit : « Bien jugé ! »

Et, en serrant la main du lauréat devant son œuvre d'une si humaine simplicité, ces camarades, cette fois, lui ont dit : — Eh bien, mon vieux, ça n'est pas mal, pour un socialiste ! — L. M. B.

## UN BALLON EXPLOSE AUX TUILERIES

La nacelle s'accroche à un arbre et se retourne. Les deux aéronautes sont grièvement blessés.



1. Blanchet et Duval, quant au départ. — 2. L'accident. — 3. On ramasse les débris de la nacelle.

Le départ des ballons concourant pour le dixième Grand-Prix de l'Aéro-Club de France avait lieu hier, à quatre heures, aux Tuileries.

Après le départ simultané de cinq mille pigeons voyageurs, le ballon *La Chimère* s'envola : c'était le premier départ, régulièrement suivi d'autres ascensions. La dixième devait être tragique.

Aux accents des deux musiques militaires qui prélaient leurs concours en raison de la solennité qui donnait à la fête la présence de M. Renoult, ministre des Travaux publics, le ballon n° 10 s'envola. C'était l'aérostat « Toto », piloté par M. Georges Blanchet ; il avait à son bord un passager, M. Duval. Le « Toto » parut ne s'élever que péniblement ; tout à coup on le vit redescendre rapidement, dans les arbres qui se trouvent en bordure de la terrasse droite de l'Orangerie, avant même d'avoir pu s'élever du point de départ. Les flûtes retenant la nacelle au ballon se déchirèrent ; la foule anxieuse vit M. Blanchet jeter le sable dont il disposait et le ballon reprendre un instant son essor. Mais la catastrophe apparut, inévitable.

La chute.

Vainement des spectateurs de la terrasse tentèrent-ils de saisir le guide-rope. Le ballon qui s'élevait dans la direction de l'Élysée, ne put prendre suffisamment de hauteur pour passer au-dessus de la ligne des arbres ; la nacelle, s'accrochant aux branches, se retourna et tomba, avec ses deux passagers, près du jardin des Tuileries, sur une voiture de la Compagnie du Gaz, qui stationnait en bordure du trottoir.

On se précipita pour dégager les deux aéronautes pendant qu'une explosion retentissait dans le ciel, à trois ou quatre cents mètres de hauteur. C'était l'explosion du ballon qui, désemparé de la nacelle, filait tombé à l'intérieur du jardin, venait de sauter. Cependant les deux blessés étaient immédiatement portés sous une tente de la Croix-Rouge installée non loin du grand bassin octogone près duquel se trouve le point du départ des ballons. De là on les dirigea vers l'hôpital Beaujon où leur état fut reconnu extrêmement grave.

M. Henri Duval, trésorier de l'Aéro-Club rouennais, dont son frère est le président, avait été précipité hors de la nacelle ; il était tombé la tête la première sur le sol et il paraissait atteint d'une grave fracture dans la région cervicale. Il était déjà dans la coma.

Quant à M. Blanchet, l'un des plus remarquables aéronautes français, qui était resté dans la nacelle, il était aussi très grièvement atteint et ce n'est que vers six heures qu'il put reprendre connaissance ; malgré qu'en ce qui le concerne aucun diagnostic ne soit encore formulé, les inquiétudes sont grandes.

Une fillette, âgée de sept à huit ans, se trouvait près de l'endroit où s'éleva le fillet. Elle fut également blessée, mais son état ne paraît pas actuellement très grave.

Les causes de l'accident.

Nous avons vu, à l'entrée du jardin des Tuileries, ce qui reste du fillet de l'aérostat. Dans l'après-midi, un peu de défilage se trouvait encore. Tout autour, des « autorités » sportives examinaient les conditions dans lesquelles l'accident s'était produit et essayaient d'en déterminer les causes qu'on n'aperçoit encore que confusément.

Blanchet committit l'imprudence d'emporter plus de lest que le ballon pouvait permettre ; ou bien l'enveloppe qui n'est jamais complètement étanche laisse-t-elle fuir une trop grande quantité de gaz ? On ne le sait pas encore exactement. On ignore même si ce n'est pas Blanchet lui-même qui aurait ouvert l'enveloppe au moyen de la corde de déchirure pour éviter de tomber plus loin, place de la Concorde, sur les spectateurs extrêmement nombreux à ce moment.

Cependant une chose paraît dès à présent établie. L'endroit du départ fut visiblement mal choisi ; on y était, malgré tout, à l'étroit. Enfin, avec beaucoup de raison, on fait remarquer que le service d'organisation n'avait guère prévu ce qui pouvait arriver, les ambulances, en particulier, étaient installées un peu au hasard et les infirmiers qui sont venus secourir les deux blessés stationnèrent... où ? Au pont des Invalides !

Longtemps l'accident, d'ailleurs, la foule a continué à stationner, par delà les grilles fermées, place de la Concorde. À six heures, une femme, émue, s'avança et une voiture d'ambulance dut la transporter à l'hôpital de la Charité. On a un moment d'émotion. Un bruit des plus pessimistes court sur l'état des blessés, mais, tout compte fait, ce n'est qu'une fausse information.

On apprend au contraire que M. Blanchet, qui a repris pleinement connaissance, est beaucoup mieux qu'on ne pensait et qu'il a pu être reconduit à son domicile. M. Duval se trouve aussi un peu mieux et on espère qu'il survivra à ses blessures.

Antoine PERRET.

## Mme Caillaux à la Conciergerie

Le transfert de Mme Caillaux à la Conciergerie s'est effectué hier matin, à dix heures, sans incident. L'inculpée a été conduite de la prison Saint-Lazare et conduite en automobile à la Conciergerie, sous la surveillance d'un brigadier et de trois inspecteurs de la police judiciaire. La cellule mise à sa disposition, assez vaste, est meublée de deux lits, d'une table, de plusieurs chaises. Mme Caillaux a apporté de Saint-Lazare les objets de toilette autorisés par les règlements. Deux surveillantes, venues l'une de Fresnes, l'autre de Saint-Lazare, tiennent à tour de rôle compagnie à l'inculpée. Une d'elles couche dans la cellule.

Pour gagner la Cour d'assises, la détenue prendra un escalier intérieur, puis un souterrain qui la conduira dans le vestibule central du Dépôt. De là, par un nouvel escalier secret, elle sera amenée directement à la Cour d'assises, sans se trouver un seul instant en contact avec la public. Le soir Mme Caillaux suivra le même trajet pour réintégrer sa cellule où elle restera jusqu'à la fin du procès.

## ENFIN SEULS !



HP. Gamm.

## Le Gâchis Militaire

M. Humbert n'a révélé aucun secret. Notre matériel est nettement inférieur au matériel allemand. Pas de matériel de rechange.

Epinal, 19 juillet. — (De notre envoyé spécial). — Le discours du sénateur Humbert n'a étonné personne ici. On ne l'a jugé, dans les milieux civils comme dans les milieux militaires, ni exagéré ni exagérément pessimiste.

On l'a jugé insuffisant quant à l'analyse des causes, quant à la détermination des responsabilités ; on a jugé qu'il se produisait un peu tard, un peu en hors-d'œuvre, trop peu officieusement. Ce sont choses qu'il eût fallu dire et répéter depuis dix-huit mois. Il eût fallu les crier depuis que la préparation de l'application de la funeste loi des trois ans a désorganisé tout travail sérieux de l'armée, et en particulier des bureaux de la guerre, des chancelleries de génie, et des directions d'artillerie de nos grandes places de guerre.

Dans nos régions l'on connaît l'armée allemande. On sait la situation formidable, les approvisionnements inouïs, les travaux vraiment « colossaux » que les Allemands ont faits à Metz et en Alsace. On a vu et on compare. On compare les « festungen » modernes établies par les Prussiens à Molsheim, et au débouché de la vallée de la Bruche, avec ceux de la Haute-Moselle, comme avec ceux des côtes de Meuse, vieillies, mal armées, mal bétonnées, pourvus de tourelles au rabais. On compare et on sait.

Vieux matériel, pas de matériel.

Ce qui alarme le plus, c'est la sensation de l'avance perdue.

En 1905, en 1910, l'armée française avait un matériel nettement supérieur au matériel allemand. En 1905, l'artillerie française de campagne, celle qu'avaient organisée le général André et le général Percin, inspirait un véritable respect au « grand état-major » à Berlin. C'est un fait et bien connu. En 1911, le matériel d'artillerie lourde n'était pas encore complet en Allemagne, et nous avions une aviation militaire supérieure. Au contraire, en 1914, nous avons perdu toute supériorité des fortifications de la frontière, pas d'artillerie lourde, on la constitue alors que l'Allemagne a tous ses régiments armés, infanterie très nette des munitions, de celle-ci, infanterie très nette de tout le matériel de place et de siège ; infanterie des équipages de parc qui détient en moyenne de vingt ans ; aviation militaire moins forte, moins nombreuse ; flotte aérienne inexistante en face de la flotte de Zeppelin décimée, certes, mais tenue toujours au complet ; infanterie du personnel et du matériel des transports, trains, pontonniers, chemins de fer ; infanterie des instruments et du personnel des télégraphistes.

M. Humbert n'a fait que répéter sur tous ces points ce que l'on dit, ce que l'on sait, ce que l'on imprime dans tous les journaux de toutes les opinions dans l'Est.

Tout le monde ici sait à quel degré on a négligé tout ce qui est équipement des troupes ou armement des places de guerre. On n'a eu qu'un programme : avoir des hommes sous les drapeaux. On n'a pas cherché à les armer de façon supérieure.

Le 21<sup>e</sup> corps récemment constitué à Epinal est toujours sans son train d'équipages, sans son parc d'artillerie, sans sa section d'ouvriers ; son artillerie de corps est toujours à Vincennes.

Les camps retranchés, les forts d'arrêt sont armés de pièces de tous calibres et de tous âges. Malgré leurs prestations, les directeurs de l'artillerie de nos grandes places de guerre se voient forcés de considérer comme le service des pièces qui ont plus de quarante ans. Il y a en particulier de vieux mortiers lisses bon pour des Albanais. Et les directeurs considèrent bien malgré eux, comme neutres des canons de forteresse dont pas un n'a moins de vingt ans et dont un très petit nombre a été vaguement rafistolé.

L'histoire des postes de télégraphie sans fil qu'a racontée M. Humbert est une fable connue de tous. Grands et petits savent par là que quand à Metz, à Verdun, à Toul, on ne peut plus bien se débrouiller, c'est qu'on n'a rien fait à Epinal. Même, certains jours, on ne reçoit plus la Tour Eiffel.

On est tout aussi alarmé des admirables travaux exécutés sur les voies stratégiques, les gares « stratégiques » affectées sur leur propre budget, par les chemins de fer de l'Etat prussien, au chef de Bâle et du pays d'Empire. On constate la parfaite inertie de la Compagnie de l'Est et de l'Etat. Celui-ci n'en fait modifier dans les voies, dans les quais de débarquement, dans les gares, après avoir altéré son plan de mobilisation, et mis en exécution les vieux plans Curriers de Castelnau, les garnisons ont été doublées, triplées, les gares, les quais sont restés identiques. Rien n'est fait au point de vue de la préparation matérielle de la guerre et de la mobilisation.

Le matériel de rechange et les munitions.

On s'inquiète encore de l'absence de tout matériel de rechange. Un canon ou un affût, une forge, une voiture d'ambulance ou une fourgonnette, cela s'use, et très vite, en cas de guerre, il faut de nombreuses unités et de nombreuses pièces de rechange. Combien de temps prend la fabrication, d'un canon, d'un affût, d'une voiture, en temps de guerre, quand tout cela est usé, par quoi le remplacer ? Le fait